

LA PRESSE COMMUNAUTAIRE ET LA RÉSISTANCE EN AFRIQUE DU SUD

LES « communautés » en Afrique du Sud sont définies officiellement en termes de race ou d'ethnicité. On rappelle aux noirs qui constituent ces « communautés » que leurs racines se trouvent dans leurs *tribal homelands* (« foyers nationaux » : certains correspondent à des Bantoustans). De telles communautés possèdent peu d'intérêts communs, à l'exception d'une domination commune. Les seules expériences qu'elles partagent sont donc de nature négative. Les « communautés » n'offrent aucune base d'identité commune à leur cohésion, que ce soit en termes de classe, de situation géographique ou de position politique. Si l'on s'en tient à la définition de l'État, de telles communautés comprennent des petits bourgeois, comme des membres de professions libérales ou des commerçants, ainsi que des travailleurs, ouvriers agricoles ou industriels. Ainsi, au niveau le plus élémentaire, le niveau de classe, les intérêts de ces groupes amorphes ont peu de chances de se recouper. Mais, même sur le plan géographique, les membres de ces communautés comme l'entend l'État, sont très dispersés. La « communauté indienne », par exemple, est concentrée au Natal, mais on retrouve sous cette appellation les Indiens qui vivent au Transvaal, que ce soit dans les villes ou à la campagne. De même les métis (*coloured*) vivent surtout dans la péninsule du Cap, mais un grand nombre sont répartis par ci par là dans les zones rurales du Cap et dans de plus petites enclaves à travers tout le pays. Les intérêts de ces populations sont tellement différents qu'ils interdisent pratiquement toute possibilité de cohésion. Enfin, les orientations politiques et les stratégies sont singulièrement différenciées et vont de la cooptation et de la coopération avec les institutions officielles, à un boycott total de toutes les structures politiques d'origine étatique. Ainsi on s'aperçoit que l'État utilise le terme de « communauté » comme un instrument théorique qui interdit toute notion de cohésion ou d'intérêts communs.

Remerciements : Je tiens à remercier Don Pinnock pour ses commentaires sur la première version de cet article.

Nous pensons, pour notre part, que le terme de « communauté » devrait être conservé pour décrire de petites structures autonomes fondées sur une identité de classe, de situation géographique et d'organisation politique. C'est peut-être la situation géographique qui est le critère le plus décisif, dans la mesure où elle permet en temps de crise une mobilisation immédiate par rapport à un objectif commun à l'ensemble de la communauté, comme un déplacement imminent, une saisie permettent de rassembler les membres de différentes races, classes ou même orientations politiques au sein d'une même lutte. Au cours d'une telle crise, les différences s'effacent grâce à une cohésion apparente masquant ainsi les incompatibilités politiques et de classes.

Le contraire de la référence à l'apartheid est l'idée de la communauté comme lieu de résistance. A travers les frontières des « cultures », des « foyers nationaux » (*homelands*), des « espaces de liberté », de l'ethnicité, les populations opprimées au sein de régions spécifiques ou dans les régions voisines se sont constituées en tant que communautés subissant une oppression ressentie collectivement. De tels regroupements dépassent les classes, les cultures et les races. Ils rejettent l'apartheid, la « constellation d'États » que sont les *homelands*, ainsi que le capitalisme. L'oppression et son origine sont identifiées ; ces communautés ont mis au point des stratégies qui leur permettent de s'adapter aux circonstances quotidiennes.

L'organisation communautaire est le facteur fondamental d'une résistance réussie. Dans la mesure où l'accès aux médias commerciaux et publics est très largement refusé aux classes opprimées en Afrique du Sud, ces dernières doivent développer des voies alternatives pour exprimer leurs espoirs et leurs revendications. La presse noire dépendant d'intérêts économiques blancs, malgré son point de vue courageux pendant les événements de Soweto en 1976, n'est pas considérée comme un moyen adéquat, à cause de son orientation capitaliste et aussi à cause de sa perte progressive d'autonomie à la suite d'une série d'interventions de l'État. Les éditeurs de journaux alternatifs ont dû faire face à une double série d'attaques provenant du gouvernement sud-africain et des « États noirs » (*homelands*).

A la suite du déplacement du centre nerveux de l'économie du secteur minier vers le secteur industriel au cours des années 1970, le pouvoir ouvrier noir est devenu une force qu'il n'était plus possible d'interdire complètement. Le développement des syndicats noirs a suscité un grand nombre de journaux syndicaux, de feuilles d'information, de productions vidéo, et même un théâtre ouvrier. L'expansion industrielle a également entraîné l'installation permanente de communautés urbaines noires situées au cœur des zones « blanches ». Les compétences organisationnelles acquises dans le syndicalisme, ainsi que la stabilisation des communautés urbaines, ont permis l'émergence d'une presse d'orientation communautaire se considérant elle-même comme un des éléments d'une lutte plus large contre l'apartheid. L'année 1980 a marqué un tournant, avec la parution de plusieurs journaux « alternatifs » : *Grassroots* en 1980 ; *The Eye*, *Izwe Lhase Township*, *Ukasa*, *Speak* en 1982. Ces journaux s'ajoutèrent aux publications de la presse étudiante (journaux et publications éducatives), de la presse étudiante d'orientation

communautaire (par exemple *The Grahamstown Voice*) qui profitait du libéralisme des universités anglophones. Leur point de vue est tout à fait opposé à l'esprit de facilité de la presse noire d'origine blanche qui préfère rendre compte des faits divers, du sexe, des malheurs et du football que des changements et des conditions de vie.

Contrairement aux tentatives précédentes, la presse communautaire des années 1980 a résisté à la tentation d'une diffusion nationale et s'est plutôt efforcée de limiter ses nouvelles et leur distribution à des communautés ouvrières géographiquement définies. S'il est évident que ce choix améliore l'opération, une telle stratégie est aussi plus démocratique car les quartiers et les régions s'identifient chacun à l'éditeur de leur journal et doivent se préoccuper de sa fabrication et de sa diffusion.

Les journaux alternatifs bénéficient habituellement de dons des Églises et d'organisations philanthropiques étrangères. Parfois, on organise des fêtes. Le profit n'est pas un critère mais certains des journaux doivent atteindre un seuil d'équilibre. *Grassroots* qui diffuse 20 000 exemplaires (et possède environ 200 000 lecteurs) accepte la publicité dans la mesure où le produit ou la campagne n'apparaît pas entrer en conflit avec la position idéologique du journal. En raison des incertitudes financières, un certain nombre de ces journaux paraissent irrégulièrement et même disparaissent au bout de quelques numéros. Les parutions varient entre un exemplaire toutes les six semaines et deux par an. La longueur peut varier de une à plus de vingt-cinq pages.

Le problème fondamental est celui des relations avec les lecteurs. Il faut que ces relations fonctionnent dans des deux sens et que la communauté discute elle-même des nouvelles à publier. Ce problème devient d'autant plus important à la lumière du récent rapport Steyn de la Commission d'enquête sur les mass media (1982) qui défend l'idée que la presse communautaire idéale ressemble à la feuille publicitaire qu'on dépose dans les boîtes aux lettres et qui dit à la ménagère ce qui se passe au centre commercial du coin. Bien que cette suggestion ait l'air complètement ridicule, vu la répression que subit actuellement la presse en général, elle est lourde de menaces pour l'avenir d'une véritable presse communautaire.

Dans le prolongement de ses choix démocratiques, la presse communautaire a redéfini les concepts d'information et autres conventions journalistiques. Elle se méfie de la rhétorique, de l'objectivité et de la « neutralité » qui sont des arguments de la presse blanche. L'information est réunie par un comité qui représente la communauté : syndicats, groupes d'Église, associations de citoyens, groupes de femmes et autres organisations. Dans le cas de *Grassroots*, plus de quatre-vingts associations participent à la collecte des informations, à la préparation éditoriale et à la diffusion.

Cette presse s'intéresse aux problèmes et non aux « événements ». Elle évite l'opinion des personnalités et ce sont les voix anonymes de la communauté qui se font entendre. La page des lecteurs est un instrument important, qui dépasse le comité éditorial et qui sert à échanger des idées, à débattre des formes de résistance et des manières d'être responsables, à développer les prises de conscience. Les éditoriaux dévelop-

pent souvent un plaidoyer qui insiste sur l'organisation communautaire et les stratégies pour s'opposer à la répression et gérer les problèmes quotidiens comme les augmentations de loyer, la cherté des transports en commun, les luttes des travailleurs et le refus des Conseils communautaires imposés par le gouvernement.

La plupart des publications alternatives se considèrent comme le centre de gravité du développement de la vie démocratique au sein de la communauté. C'est à l'évidence le cas de *Grassroots*. Mais le plus important, c'est leur dénonciation des intérêts commerciaux des médias, des intérêts de l'État, des formes de mystification de la classe ouvrière. Les lecteurs s'identifient à la pratique de la résistance en lisant un tel journal.

Selon le degré de répression qui frappe les éditeurs de ces journaux, la position politique va du marxisme grossier, où les lecteurs apprennent en termes simples comment l'État et le capital coopèrent pour empêcher la classe ouvrière de s'organiser, à un style graphique adapté à des semi-illettrés. Ces derniers types de journaux visent à éduquer leurs lecteurs en matière de santé, de législation ou de maraîchage, par exemple. Il y a souvent une bande dessinée. Il ne s'agit pas d'offrir des solutions parfaites mais d'aider les individus à affronter les conditions de vie qui leur sont imposées par l'urbanisation et le déplacement forcé.

Les publications progressistes ont évité au début d'adopter un point de vue ouvertement politique, car cela attire inévitablement l'attention de l'État. Cependant, depuis la mise sur pied de l'United Democratic Front (UDF) en août 1983, elles sont devenues de plus en plus politisées. Mais, paradoxalement, la répression n'a pas toujours profité à l'État. Dans la mesure où ces journaux devaient éviter d'adopter un contenu spécifiquement politique, ils ont été amenés à insister sur la communauté comme élément de la lutte. Des liens sont établis entre les injustices locales et celles de l'ensemble de l'Afrique du Sud. D'autre part, les communautés sont intéressées à l'histoire de leur région. *Izwe Lhase Township*, par exemple, a révélé l'importance du rôle des gens de la région d'Alexandra dans l'ANC des années 1960. Enfin, il est bien plus difficile de supprimer des communautés que des individus.

En donnant l'impression de ne pas prendre de position politique, ces journaux communautaires continuent d'exercer leur fonction organisationnelle à la base et parviennent, au prix d'un difficile exercice d'équilibre, à se maintenir malgré la censure (voire la menace de bannissement). Les journaux ont pu proposer de nouvelles réponses à la répression étatique. Ils jouent un rôle stratégique et maintiennent les communautés actives au sein d'une société répressive. Les publications communautaires constituent les lieux cruciaux où peuvent se tester les alternatives démocratiques. Ainsi de la formation d'une opposition de masse au gouvernement du National Party avec la création de l'UDF en août 1983 : plus de quatre cents organisations, à la fois noires et blanches, y ont participé ; ces associations sont très étroitement liées les unes aux autres grâce au réseau des journaux communautaires.

L'un des objectifs premiers de la presse alternative est d'aider les organisations de base à acquérir les instruments de la communication.

La communication, entendue dans ce sens, transforme les lecteurs en véritables producteurs du journal. Même ceux qui font le porte à porte pour diffuser le journal discutent avec les lecteurs et enregistrent leurs réponses.

L'organisation du journal lui-même, et non seulement de la communauté, est à la base de la réussite d'une telle entreprise. Ce sont très souvent les compétences des journalistes noirs écrivant dans les journaux « blancs » qui sont à la base d'une telle organisation. Ce sont des syndicalistes noirs, et notamment l'Association des Travailleurs des médias, des groupes des Églises, des étudiants blancs des Universités anglophones et des étudiants responsables de la presse étudiante. Bien que les travailleurs blancs des médias fassent à l'évidence partie des classes dominantes, ils ont cherché à mettre leurs compétences et leurs connaissances au service de la classe ouvrière.

Un nombre de plus en plus important d'étudiants en journalisme, cinéma et vidéo essaient de résister aux industries de la communication et s'efforcent de créer un espace pour des médias alternatifs. Bien entendu ils contribuent à rédiger et à produire des journaux ; mais également un certain nombre d'organisations qui font de l'alphabétisation, enseignent l'écriture, la mise en page et l'illustration, acceptent aujourd'hui d'aider les journaux communautaires à l'échelle nationale. Ces organisations sont elles-mêmes aidées par un certain nombre de centres d'études des médias des Universités anglophones, du Conseil sud-africain des Églises et d'autres institutions indépendantes. Leur existence est néanmoins précaire.

Ces journaux proposent des alternatives à long terme, notamment au niveau de la communauté. L'accent est mis sur les solutions communautaires pour résoudre les problèmes quotidiens.

Personne ne sait pendant combien de temps encore l'État tolérera la presse alternative. Il semble néanmoins que son avenir soit lié à un mouvement démocratique non racial de masse. Cette presse est peut-être aujourd'hui l'instrument au travers duquel le changement peut s'exprimer, mais en même temps, elle sert de système d'alarme pour l'État.

(Traduit de l'anglais par Jean Copans)